

Accord collectif

**PRÉVOYANCE DES SALARIÉS NON CADRES DES EXPLOITATIONS AGRICOLES
DE POLY CULTURE, ÉLEVAGE, CULTURES SPÉCIALISÉES,
ÉLEVAGES SPÉCIALISÉS, VITICULTURE, CUMA ET ENTREPRISES
DE TRAVAUX AGRICOLES ET FORESTIERS
(CHARENTE-MARITIME)**

ACCORD DU 4 JUIN 2009
RELATIF À LA PRÉVOYANCE

NOR : AGRS0997077M

Entre :

La fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles de Charente-Maritime ;

Le syndicat professionnel des entreprises de travaux agricoles et forestiers de la Charente-Maritime ;

La fédération départementale des coopératives d'utilisation de matériel agricole,

D'une part, et

La fédération nationale agroalimentaire et forestière (FNAF) CGT ;

La section interdépartementale du syndicat national des cadres d'exploitations agricoles CFE-CGC ;

L'union départementale FO de la Charente-Maritime et cadres FO de l'agriculture ;

Le syndicat général agroalimentaire CFDT,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Les organisations professionnelles et syndicales, visées ci-dessus, ont souhaité mettre en place, au sein des entreprises relevant du champ d'application du présent accord, un régime de prévoyance obligatoire ayant pour objet de garantir les salariés non cadres en cas d'incapacité temporaire de travail, d'incapacité permanente de travail et de décès.

Article 1^{er}

Champ d'application

1. Entreprises concernées par l'accord collectif de prévoyance

Sont concernées par le présent accord toutes les exploitations agricoles de polyculture, d'élevage, de cultures spécialisées, d'élevages spécialisés, de viticulture, les coopératives d'utilisation de matériel agricole et les entreprises de travaux agricoles et forestiers de Charente-Maritime.

Elles seront ci-après désignées « entreprise ».

2. Salariés couverts

Sont couverts par le présent accord tous les salariés non cadres des entreprises visées au 1 du présent article, justifiant de 1 an d'ancienneté au titre du contrat de travail en cours.

Ils seront ci-après désignés « salarié ».

Article 2

Organisme assureur

La gestion du régime de prévoyance défini par le présent accord est assurée par Agri-Prévoyance, institution de prévoyance régie par le code rural, sise 21, rue de la Bienfaisance, 75008 Paris.

Les parties signataires du présent accord devront, dans un délai qui ne pourra excéder 3 ans à compter de la date d'effet du présent accord, réexaminer le choix de l'organisme assureur désigné ci-dessus. A cet effet, elles se réuniront 6 mois avant l'échéance à l'initiative de la partie la plus diligente.

Article 3

Adhésion des entreprises et affiliation des salariés

1. Adhésion des entreprises

L'adhésion au contrat collectif de prévoyance mettant en œuvre le régime défini par le présent accord est obligatoire pour l'ensemble des entreprises visées à l'article 1^{er}.

Elle résulte de la signature du présent accord par les partenaires sociaux.

Toutefois, les entreprises disposant déjà d'un régime de prévoyance obligatoire avant l'entrée en vigueur du présent accord pourront ne pas remettre en cause leur régime et ne pas rejoindre l'organisme désigné à l'article 2 sous réserve que leur garantie soit d'un niveau supérieur.

2. Affiliation des salariés

Le présent accord a pour objet l'affiliation de l'ensemble des salariés visés à l'article 1^{er} au contrat collectif de prévoyance.

Cette affiliation prendra effet le premier jour du mois au cours duquel l'ancienneté est acquise.

Les garanties « incapacité temporaire, incapacité permanente et décès » définies par le présent accord, et dont bénéficient l'ensemble des salariés visés à l'article 1^{er}, sont mises en œuvre par ledit contrat de prévoyance sur la base du résumé des garanties aux articles 4, 5 et 6 ci-après.

Article 4

Garantie incapacité temporaire

1. Conditions et modalités d'indemnisation

En cas d'incapacité de travail temporaire dûment justifiée par un arrêt de travail et ouvrant droit aux indemnités journalières du régime de base de la sécurité sociale, les salariés bénéficient d'indemnités journalières complémentaires versées par Agri-Prévoyance, à la condition toutefois de justifier de 1 an d'ancienneté au titre du contrat de travail en cours.

Le versement des indemnités journalières complémentaires intervient :

- après un délai de franchise de 7 jours en cas de maladie ou d'accident de la vie privée ;
- dès le premier jour en cas d'arrêt consécutif à un accident du travail, de trajet ou de maladie professionnelle.

2. Montant de l'indemnisation

Les salariés bénéficient d'indemnités journalières complémentaires, versées par Agri-Prévoyance, de sorte que l'indemnisation globale (indemnités journalières versées par le régime de base ainsi que les indemnités journalières complémentaires) soit égale à :

En cas de maladie ou accident de la vie privée :

- 90 % du salaire brut du salarié pendant 90 jours ;
- 75 % au-delà et tant que dure le versement des indemnités journalières du régime de base de la sécurité sociale.

En cas d'arrêt consécutif pour accident du travail, du trajet ou de maladie professionnelle :

- 90 % du salaire brut du salarié pendant 90 jours ;
- 85 % du salaire brut du salarié tant que dure le versement des indemnités journalières du régime de base de la sécurité sociale.

Le salaire brut pris en compte pour le calcul des indemnités journalières complémentaires correspond à celui retenu pour le calcul des indemnités journalières du régime de base de la sécurité sociale.

En tout état de cause, l'indemnisation du salarié par Agri-Prévoyance ne peut avoir pour effet de lui servir un revenu de remplacement net (indemnités journalières versées par le régime de base ainsi que les indemnités journalières complémentaires) supérieur à sa rémunération nette d'activité.

Les indemnités journalières complémentaires sont revalorisées selon les mêmes modalités que les indemnités journalières du régime de base.

En cas de rupture du contrat de travail, avant la fin de la période d'indemnisation, les indemnités journalières versées par Agri-Prévoyance sont maintenues tant que dure le versement d'indemnités journalières par le régime de base.

Article 5

Garantie incapacité permanente

1. Conditions et modalités d'indemnisation

Agri-Prévoyance verse mensuellement aux salariés visés à l'article 1.2 du présent accord, et justifiant de l'ancienneté précisée à l'article 1.2 ci-dessus, une pension d'invalidité complémentaire ou une rente accident du travail complémentaire, dès lors que ces derniers bénéficient au titre du régime de base :

- d'une pension d'invalidité de catégorie 2 ou 3 ;
- d'une rente accident du travail au taux d'incapacité au moins égal aux 2/3.

La garantie incapacité permanente intervient dès la date de reconnaissance de l'incapacité permanente par le régime de base de la sécurité sociale.

2. Montant de l'indemnisation

Le montant de la pension ou de la rente versée par Agri-Prévoyance est égal à 16,66 % du salaire brut du salarié.

Le salaire mensuel brut, retenu pour le calcul des prestations complémentaires (pension d'invalidité ou rente accident du travail), correspond au 12^e des salaires bruts des 12 derniers mois civils précédant l'arrêt de travail et ayant donné lieu à cotisations.

En tout état de cause, l'indemnisation du salarié prévue ci-dessus ne peut avoir pour effet de lui servir un revenu de remplacement net (pension ou rente du régime de base ainsi que la pension ou rente versée par Agri-Prévoyance) supérieur à sa rémunération nette perçue avant l'incapacité permanente.

Les pensions et rentes complémentaires versées par Agri-Prévoyance :

- sont revalorisées selon les mêmes modalités que les pensions et rentes du régime de base ;
- cessent à la date de liquidation d'une pension de retraite versée par le régime de base.

Article 6

Garantie décès

Cette couverture décès permet le versement d'un capital décès.

La garantie décès couvre tous les risques décès, à l'exclusion de ceux résultant :

- de la guerre civile ou étrangère ;
- du fait volontaire du bénéficiaire ;
- du fait volontaire du salarié, autre que le suicide.

Pour le bénéfice du capital décès de base, on entend par conjoint :

- le conjoint survivant non séparé de corps ou du cocontractant d'un Pacs ;
- à défaut, le concubin justifiant de 2 ans de vie commune avec le salarié ou d'un enfant né de leur union.

Pour le bénéfice de la majoration pour enfant à charge, sont considérés comme :

- « enfant » :
 - l'enfant du salarié (légitime, adopté ou reconnu, né ou à naître) ;
 - l'enfant recueilli par le salarié et pour lequel la qualité de tuteur lui a été reconnue ;
 - l'enfant qui a été élevé par le salarié pendant 9 ans au moins avant son 16^e anniversaire ;
 - l'enfant dont la qualité d'ayant droit du salarié a été reconnue par le régime de base ;
- « à charge » :
 - les enfants âgés de moins de 18 ans, quelle que soit leur situation ;
 - les enfants âgés de moins de 26 ans lorsqu'ils sont étudiants, apprentis, demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi et non indemnisés à ce titre ;
 - les enfants reconnus invalides au sens de la législation des assurances sociales, quel que soit leur âge.

a) Montant

En cas de décès d'un salarié justifiant de 1 an d'ancienneté au titre du contrat de travail en cours, Agri-Prévoyance verse à la demande du ou des bénéficiaires :

- un capital décès de base d'un montant égal à 100 % de son salaire annuel brut ;
- majoré de 25 % par enfant à charge.

Le salaire annuel brut retenu, pour calculer le montant du capital décès, est celui qui correspond au salaire brut des 4 derniers trimestres civils précédant le décès ou, le cas échéant, l'arrêt de travail pour maladie ou accident, et ayant donné lieu à cotisations.

b) Bénéficiaires

Le capital est versé en priorité :

- au conjoint survivant, à moins que l'assuré ait fixé et notifié à Agri-Prévoyance une répartition entre son conjoint et ses descendants (cette répartition ne pouvant réduire la part revenant au conjoint ou au cocontractant d'un Pacs ou, à défaut, au concubin à moins de 50 % du capital) ;
- en l'absence de conjoint survivant, le capital est versé aux descendants.

En cas d'absence de ces bénéficiaires prioritaires, le capital est attribué dans l'ordre de préférence suivant :

- aux bénéficiaires désignés par le participant ;
- aux héritiers du participant.

Lorsqu'il y a attribution de majorations familiales (conjoint ou enfant à charge), chacune de ces majorations est versée directement à la personne au titre de laquelle elle est accordée ou à son représentant légal.

c) Invalidité absolue et définitive

En cas d'invalidité absolue et définitive (3^e catégorie), constatée par le régime de base de la sécurité sociale, interdisant au salarié toute activité rémunérée, et l'obligeant à être assisté d'une tierce personne pour les actes de la vie courante, le capital décès de base peut lui être versé, sur sa demande, de façon anticipée en 24 mensualités.

Le paiement anticipé du capital décès met fin à la prestation capital décès.

Article 7

Assurance des cotisations sociales patronales

Les cotisations sociales dues sur les indemnités journalières complémentaires sont payées à la caisse de la mutualité sociale agricole par Agri-Prévoyance et financées par la cotisation « assurance des cotisations patronales » visée à l'article 8 du présent accord.

Les indemnités journalières sont servies nettes de cotisations salariales, de CSG et de CRDS.

Article 8

Cotisations

1. Taux, assiette, répartition des cotisations

Les cotisations servant au financement des garanties définies dans le présent accord sont assises sur la totalité des rémunérations brutes entrant dans l'assiette des cotisations du régime de base de la sécurité sociale.

Leur versement relève de la responsabilité des entreprises visées à l'article 1^{er} du présent accord.

Elles sont appelées pour les salariés justifiant de 1 an d'ancienneté au titre du contrat de travail en cours et sont prises en charge par l'entreprise et les salariés dans les conditions suivantes :

(En pourcentage.)

GARANTIE	TAUX	PART PATRONALE	PART SALARIALE
Incapacité de travail	0,77	0,62 (1)	0,15
Invalidité	0,17	0,03	0,14
Décès	0,24	0,12	0,12
Total	1,18	0,77	0,41
Assurance des cotisations sociales patronales	0,18	0,18	
Total	1,36	0,95	0,41

(1) Il est rappelé que la fraction de cotisation destinée à la couverture de l'intégralité des risques accident du travail et maladie professionnelle, ainsi qu'à la couverture résultant de l'article L. 1226-1 du code du travail en cas de maladie ou d'accident de la vie privée, soit 0,48 %, est à la charge exclusive de l'employeur.

Les cotisations à la charge du salarié sont déduites par l'employeur sur le bulletin de salaire sous une rubrique « prévoyance » distincte des cotisations sociales obligatoires.

2. Caractère obligatoire du régime

L'adhésion au contrat collectif de prévoyance mettant en œuvre le régime défini par le présent accord, résultant de la signature du présent accord par les organisations syndicales représentatives, s'impose dans les relations individuelles de travail et les salariés concernés ne pourront s'opposer au précompte de leur quote-part de cotisation.

3. Evolution ultérieure des cotisations

Toute modification de cotisations fera l'objet d'une nouvelle négociation et d'un avenant.

Article 9

Gestion des cotisations et des prestations

Dans le cadre de la délégation de gestion nationale avec la mutualité sociale agricole, Agri-Prévoyance confie à la mutualité sociale agricole compétente pour la Charente-Maritime :

- l'appel et le recouvrement des cotisations ;
- le paiement des prestations dues au titre de la garantie incapacité temporaire de travail.

1. Appel et recouvrement des cotisations

Les cotisations dues au titre du présent accord sont appelées et recouvrées par la mutualité sociale agricole conjointement aux cotisations légales.

Les délais d'exigibilité et l'application des pénalités de retard afférentes au paiement des cotisations du présent accord sont identiques à ceux fixés par la législation des assurances sociales agricoles.

2. Paiement des prestations

En matière d'incapacité temporaire de travail, les indemnités journalières complémentaires sont versées par la caisse de mutualité sociale agricole conjointement aux indemnités journalières du régime de base de la sécurité sociale, leur montant étant détaillé sur un même décompte.

Les indemnités journalières complémentaires seront versées nettes de cotisations salariales, de CSG et de CRDS.

En cas d'incapacité permanente ou de décès du salarié, les prestations afférentes sont versées directement par Agri-Prévoyance.

Article 10

Réexamen du régime

Les parties signataires examineront au moins tous les 3 ans, sur la base des résultats communiqués chaque année par Agri-Prévoyance, les conditions et les modalités de la mutualisation des risques, conformément aux dispositions des articles L. 912-1 et suivants du code de la sécurité sociale.

Article 11

Durée, révision, dénonciation

L'accord est conclu pour une durée indéterminée.

Il pourra être modifié selon le dispositif prévu aux articles L. 2261-7 et L. 2261-8 du code du travail.

Il pourra également être dénoncé à tout moment par les parties signataires du présent accord. La dénonciation sera régie par les articles L. 2261-9 et suivants du code du travail. Le préavis de dénonciation est fixé à 3 mois.

En cas de dénonciation du présent accord ou de changement d'organisme assureur :

- les prestations d'incapacité temporaire et permanente en cours de service seront maintenues par Agri-Prévoyance à leur niveau atteint au jour de la résiliation ;
- il appartiendra aux parties signataires du présent accord d'organiser avec le nouvel assureur la poursuite de la revalorisation des prestations incapacité temporaire et permanente ;
- la couverture décès sera également maintenue aux salariés ou anciens salariés indemnisés par Agri-Prévoyance au titre des garanties incapacité temporaire et permanente prévues au présent accord.

Article 12

Date d'effet

Les dispositions du présent accord entreront en vigueur à compter du 1^{er} janvier 2010 et s'appliqueront aux arrêts de travail et déclarations d'invalidité survenus à partir de cette date. En cas d'arrêté d'extension postérieur au 31 décembre 2009, ces dispositions entreront en vigueur au premier jour du mois suivant.

Dans le cas où l'arrêté d'extension du présent accord ne serait pas publié au 1^{er} janvier 2010, les entreprises qui le souhaitent pourront l'appliquer à titre volontaire par anticipation.

Article 13

Extension

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord.

Fait à La Rochelle, le 4 juin 2009.

(Suivent les signatures.)